Crise dans l'éducation : Préavis de grève de 72 heures après le licenciement d'enseignants des écoles catholiques

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025

1844

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Quand l'État parle comme la rue

La rue parle à la place de l'État



Moderniser l'administration au Mali : Six solutions digitales présentées au Premier ministre



APPEL-Mali : « Un simple clic peut fragiliser la stabilité du pays »


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Quand l'État parle comme la rue : La rue parle à la place de l'État — P.4

Brèves /

Arabie Saoudite : L'ambassadeur du Burkina Faso reçcu par le ministre saoudien du Commerce — P.9
Renforcement des capacités : La CANAM forme ses administrateurs — P.10
L'AES renforce sa coopération judiciaire : Les ministres de la Justice reçus par le Président Tiani — P.10
Mali–USA : La CIA muscle son partenariat antiterroriste avec Bamako — P.11

Actualité /

Inondations au Mali : la PNRRC dresse un lourd bilan et appelle à renforcer la résilience — P.13
CPI : Vers des réparations pour les victimes des crimes d'Al Hassan à Tombouctou — P.15

Politique /

76 ans de la République populaire de Chine : L'occasion de réaffirmer l'amitié avec le Mali — P.18
APPEL-Mali : « Un simple clic peut fragiliser la stabilité du pays » — P.22
Crise dans l'éducation : Préavis de grève de 72 heures après le licenciement d'enseignants des écoles catholiques — P.24
Moderniser l'administration au Mali : Six solutions digitales présentées au Premier ministre — P.26

Culture & société /

Hausse du prix de la viande : L'insécurité au centre en ligne de mire — P.29

International /

L'événement culturel « Échos de la Paix » s'est tenu à Mexico pour appeler à la préservation de la paix mondiale — P.30
Cotonou : Une cinquantaine de journalistes de l'UEMOA en formation sur les enjeux économiques et la gouvernance — P.31

Sport /

Tirage au sort de l'UFOA-A : L'équipe U17 du Mali dans un groupe difficile pour la qualification à la CAN U17 — P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Quand l'État parle comme la rue

La rue parle à la place de l'État

La parole officielle est censée être rare, mesurée, grave. Elle est censée incarner l'État, refléter son autorité, porter le destin de la Nation. Elle devrait être rare, mesurée, grave. Or, à force d'être abandonnée à des relais improvisés et banals, elle se confond avec le vacarme de la rue et perd toute sa force.

Aujourd'hui, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, des affaires militaires, des catastrophes, des privations de libertés et même des affaires judiciaires sont annoncées ou commentées d'abord par des individus sans mandat, simples soutiens du régime, qui se posent en porte-paroles officieux. Ils parlent au nom de l'État, annoncent des verdicts, expliquent des arrestations, justifient des détentions, pendant que les institutions gardent le silence. Ce silence est complice.

Trois exemples récents suffisent à mesurer l'ampleur du phénomène : En Côte d'Ivoire, la radiation controversée de Tidjane Thiam de la liste électorale a été commentée bruyamment par des relais politiques avant même la lecture publique du jugement. Au Niger, la détention illégale du président Bazoum a été justifiée par des chroniqueurs improvisés, alors que la justice restait muette. Au Mali, des arrestations d'opposants et des affaires judiciaires sensibles sont d'abord annoncées dans les grins ou sur les réseaux sociaux, bien avant toute communication officielle. L'affaire judiciaire devient rumeur avant d'être justice.

Ce n'est pas nouveau. Déjà hier, on instrumentalisait griots, troubadours et balafons pour diffuser la parole du pouvoir. Mais ce qui était jadis périphérique est devenu pratique courante. La communication officielle s'est folklorisée. La rue a pris l'habitude de s'approprier la voix de l'État. Et le citoyen apprend ce qui le concerne par des canaux partisans, approximatifs, souvent mensongers.

Cette dérive n'est pas sans rappeler les analyses de Serge Tchakhotine dans son ouvrage devenu classique, *Le viol des foules par la propagande politique* (1939). Il y montre comment les régimes totalitaires ont su capter la parole officielle, non pour l'élever, mais pour l'asservir aux techniques de manipulation des masses : simplification outrancière des messages, recours à l'émotion plutôt qu'à la raison, usage de relais populaires et d'images symboliques pour frapper l'imaginaire collectif.

La parole de l'État y devient instrument de conditionnement, perdant sa fonction d'orientation et de vérité au profit d'une propagande réduisant les citoyens à des spectateurs, voire à des disciples. Ce que Tchakhotine décrivait hier à propos du nazisme et du fascisme, nous le retrouvons aujourd'hui dans nos réalités africaines : la banalisation du discours officiel, confié à des relais de rue, souvent populistes, qui transforment la communication d'État en spectacle ou en slogan.

Le danger est immense. Car ce n'est pas seulement une question de protocole. C'est l'autorité de l'État qui s'effrite, la dignité de la justice qui vacille, la confiance du peuple qui s'évapore. La parole publique, en se banalisant, perd son pouvoir de rassembler, d'orienter, de donner sens. Elle devient un bruit parmi d'autres.

Un penseur l'a dit crûment : « La liberté a permis la présence d'imbéciles sur les réseaux sociaux. Mais c'est le silence de l'État qui leur a donné l'autorité d'imposteurs. »

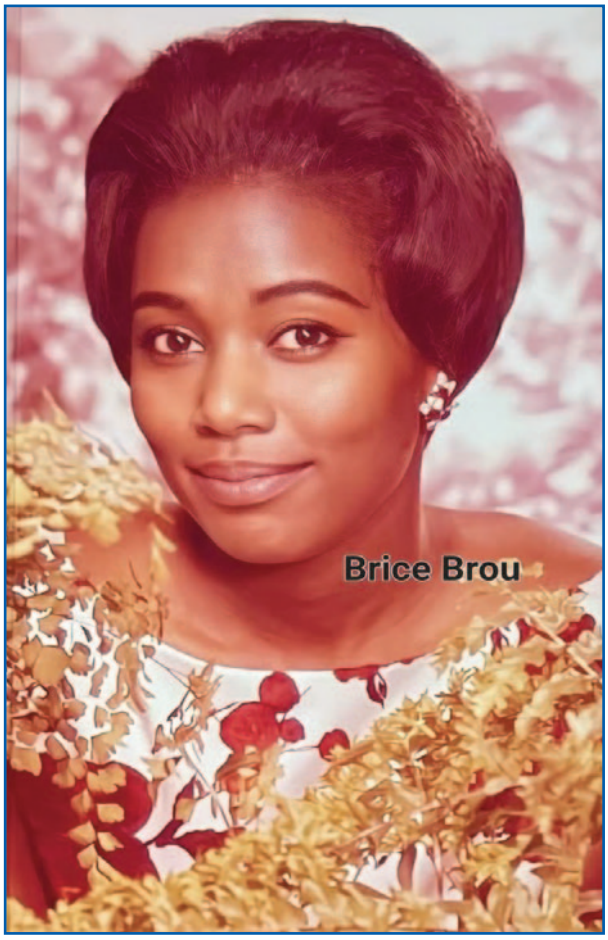
Il est urgent de réhabiliter la parole officielle. Non pour museler la rue, mais pour rétablir la frontière entre l'institution et la rumeur, entre l'autorité et la clameur. Une Nation ne peut pas se construire sur des échos déformés, mais sur une voix claire, responsable et crédible. Car un État qui laisse sa parole s'effacer au profit des bavardages de la rue, c'est un État qui abdique sa légitimité.

Mamadou Ismaïla KONATÉ Avocat à la Cour Barreaux du Mali et de Paris, Arbitre et Ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice



infosport

Diakaridia Camara · 38 min ·
Joyeux 95e anniversaire à Marie-Thérèse Houphouët-Boigny.
18 Septembre 2025:
Présentation officielle du livre "MARIE-THÉRÈSE HOUPHOUËT-BOIGNY : Naissance d'une icône. " par Brice Brou à la Villa Colomb, Cocody-Ambassades et sortie en avant-première du Coffret collector disponible sur place.(ou à la commande)
15 Novembre 2025
Sortie officielle et grand public de la biographie format standard, dans tous les points de vente habituels et en ligne



Maliba82

PAGE NOIRE
POLICE NATIONALE DU MALI
Dernier Hommage rendu au regretté Major de police
Bakary TRAORÉ de la promotion 1992.
Ce mercredi 17 Septembre 2025 à 10 heures la place d'armes de l'école Nationale de Police Amadou TOURÉ dit Ghandi a servi de cadre du dernier hommage rendu à cet vaillant serviteur de la police nationale en occurrence le Major Bakary TRAORÉ mle 2822.
Ils étaient des parents proches,amis , collaborateurs et frères d'armes tous autour de la dépouille du Major.
Voici son Oraison funèbre:
La mort dans sa cruauté et son caractère irrésistible vient d'arracher à notre affection un des nôtre en l'occurrence, le Major de Police Bakary TRAORE, matricule 2822, précédemment en service au Commissariat du 1008 Logement, à la suite d'une longue maladie, le lundi 15 septembre 2025.
Le feu Major de Police Bakary TRAORE, est né vers 1971 à Bankoumana, fils des feus Moriba et de Sita CAMARA.
Après ses études fondamentales sanctionn ées par le Diplôme d' Etudes Fondamentales (DEF), il s'est présenté au concours direct de recrutement d'Elèves Sous-Officiers de Police en 1992. Déclaré définitivement admis, il a été nommé Elève sous-Officier de Police, suivant Arrêté N°94-5086/MATS-CAB du 20 avril 1994.
En 1995, après une brillante formation professionnelle, il est déclaré admis à l'examen de fin de cycle des Sous-Officiers de l'Ecole Nationale de Police, puis nommé Sergent de Police 1er Echelon suivant Arrêté N°95-1 068/MATS-SG du 22 mai 1995. Il a été affecté au Groupement Mobile de Sécurité (GMS) pour le stage probatoire.
C'est ainsi qu'ila servi successivement aux postes ci-après :
De 1995 à 1996, au Commissariat de Police du /e Arrondissement de Bamako :
De 1996 à 2005, à la Compagnie de la Circulation Routière (CCR):
De 2005 à 2006, au Commissariat de Poliee du l5e Arrondissement de Bamako :
De 2006 à 2009, au Commissariat Spéciai de la Police de 1'Air et t des Frontières de Bamako/Sénou ;
De 2009 à 2011, à la Compagnie de la Circulation Routière (CCR);
De 2011 à 2013, au Commissariat Spécial de la Police de l'Air et des Frontières de
Bamako/Sénou ;
De 2013 à 2016, au Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Ségou;
De 2016à 2017, au Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Ségou ;
De 2017 à 2020, au Commissariat de Police du]er Arrondissement de Kayes ;
De 2020 à 2023, au Commissariat de Kalaban-coro;
De 2023 à nos jours, au Commissariat du 1008 Logement, son dernier poste.
Militaire de Police émérite, doté d'une conscience professionnelle aigüe et d'un sens élevé du devoir, il a été noté et apprécié ainsi qu'il suit par ses différents chefs hiérarchiques : Elément discipliné, disponible, dévoué, dynamique et travailleur.
Il laisse derrière lui une famille inconsolable.
L'Etat malien perd en toi un digne fils.
poste.

Dors en paix, cher collègue, amis pour certains, époux, petit frère, fils et beaux-fils pour d'autres, que votre âme repose en paix, que le tout Puissant t'accord une place dans le paradis et que la terre te soit légère.
Après la prière mortuaire il a été accompagné par une vaillante foule au cimetière de Tienbani où il repose éternellement.
Que la terre te soit légère cher aîné !



▪ Moctar Ousmane SY



Merci à la SENARE pour le SMS !
C'est vrai et c'est bien, mais la paix et la réconciliation doivent aussi se traduire par des actes concrets, pas seulement par des discours et des écrits.

▪ Hairai kopp officiel ▪



C'était un bon entraîneur qui a l'ambition de son travail et avait l'amour du pays mais quand t'es entouré des personnes qui ne sont pas capables de vous dire certaines détails qui manquent et qui dénigre ceux qui essaye de passer le message c'était difficile à lui tout seul de voir les détails. Seule Chelle pouvait continuer avec le Mali après la défaite de Côte d'ivoire parce qu'il voulait et avait l'ambition d'être l'homme à mettre l'étoile sur le maillot mais la défaite contre Madagascar était de trop après la défaite contre Ghana au 26 mars et si les résultats ne sont pas là la federation n'y peut rien c'était l'issue favorable
Bonne chance Coach et l'histoire n'est pas encore fini et vous pouvez encore revenir avec tes propositions à la federation et éviter ce qui s'est produit.
Chaque amoureux du ballon rond ne peut pas le détester et ne chercher pas à prendre les gens comme son ennemie
Ceux qui ne veulent pas tourner la page peuvent partir supporter Nigeria mais laissons nous en paix



▪ Aminata Touré



J'ai la grande tristesse de vous annoncer le rappel à Dieu de mon collaborateur et ami de 13 ans El Hadji Mamadou Dian Souaré dit Big Lege, époux de notre responsable de Yoff Maman Sarr.
J'ai fait plusieurs fois le tour du Sénégal en compagnie de Elhadj qui était un travailleur infatigable, un ami loyal et un bon père de famille.
Que Allah l'accueille au Paradis et veille sur sa famille ici bas.



Solo Diarra



Coopération parlementaire : le Président du CCR du Niger en visite de travail à Ouagadougou

L'honorable Dr Mamoudou Harouna GJINGAREY, Président du Conseil Consultatif de la Refondation (CCR) du Niger, accompagné d'une délégation de parlementaires nigériens, est arrivé à Ouagadougou ce mercredi 17 septembre 2025, pour une visite de travail d'une durée de quarante-huit heures.

À son arrivée à Ouagadougou, l'honorable Dr Mamoudou Harouna GJINGAREY a été chaleureusement accueilli, par son homologue burkinabè, entouré des membres du bureau de l'Assemblée législative de transition (ALT). Ce séjour à Ouagadougou constitue une occasion privilégiée pour les présidents des parlements des trois États membres de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger de se pencher sur les avant-projets de textes relatifs aux sessions confédérales des Parlements des États de l'#AES.

La réunion des Chefs des Parlements de l'#AES qui se tient du 17 au 18 septembre 2025 représente donc une étape décisive dans le processus de création du Parlement confédéral, conformément aux dispositions du Traité et de son protocole additionnel régissant la Confédération de l'#AES.



FIGARO DU MALI

LE GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION
MALIENNE ENCADRE ENFIN LA COMMUNICATION
SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE DU MALI
DR FATOGOMA TOGOLA
FILS DE SOLDAT ET PHARMACIEN
APPROUVE ET VALIDE

En tant que fils de soldat malien ou ancien combattant, homme d'état et homme politique, nous sommes des adeptes de la sécurité nationale du Mali, y compris de celle du peuple malien, également la sécurité de chaque pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie.

Parce que sans sécurité nationale qui doit être fondamentalement conjuguée avec le dialogue, pour obtenir l'unité nationale et la stabilité ; la stabilité est un véritable vecteur de développement d'une nation donnée et la prospérité de son peuple.

Le Mali étant traversé par la bande sahélosaharienne, nous avons toujours lutter, prôner et avons toujours fait des propositions officielles et officieuses pour une armée forte, puissante et représentative, à tous les régimes politiques et à toutes les transitions militaires.

A une époque de notre vie dans les camps militaires et à Kati, lorsque les matériels et équipements militaires rentraient dans le camp militaire de Kati et dans d'autres camps militaires, les autorités militaires le faisaient non seulement pendant les nuits, et en plus la lumière étaient éteintes.

En dehors des propositions de solutions, nous avons défendu sur les antennes de certaines radios, la gestion et la communication de la sécurité nationale du Mali, à travers certaines émissions et ou interviews:

Entre autres, à travers la gestion de la sécurité nationale, à titre d'exemple, lorsque Karim KEITA est devenu Président de la commission de défense et de sécurité de l'assemblée nationale du Mali, j'ai donné une interview en directe à radio SALAM à la 89. 7 MKz en 2015 à travers Moussa COULIBALY animateur, en disant « Comment Karim KEITA, un malien sans compétence et sans expérience, ni parcours dans le domaine militaire, de la défense, de la sécurité et de protection civile, puisse être Président de la commission défense, de sécurité et de protection civile de l'assemblée nationale du Mali en présence des cadres maliens qui ont des compétences, des expertises et des parcours en la matière.

Le 01 avril 2023 à partir de 10 heures, sur radio SAHEL FM dont la fréquence est FM 89.1MKz, dans l'émission dénommée « Sans réserve », interviewé par Monsieur Kassim DIABATÉ, j'ai dit ceci, entre autres « la communication sur la sécurité nationale à travers les forces armées maliennes et de sécurité, et leurs équipements et matériels ne doit pas être faite par n'importe qui, il y' a des institutions et des spécialistes en la matière ».

Tout récemment dans une de mes notes, j'ai écrit « Certaines communications sur les forces armées maliennes mettent la vie en danger de ceux qui sont chargés de nous sécuriser et de garantir la sécurité nationale, il s'agit des braves et dignes soldats maliens qui sont sur le terrain de l'honneur et de la dignité ».

Pire encore, j'ai l'habitude d'entendre publiquement sur certaines antennes des gens qui osent communiquer sur des supposées stratégies militaires.

Pour ce faire, mieux vaut très tard que jamais « nous avons apprécié à sa juste valeur le communiqué du gouvernement de la transition sur la désinformation qui écarte et met fin d'emblée aux activités de communication sur la sécurité nationale de certaines catégories de communicants dont leurs communications vulnérabilisent la sécurité nationale du Mali et de celle du peuple malien ».

En tout état de cause, chacun de nous pris individuellement doit pa-

triotiquement et obligatoirement contribuer à assurer et à garantir la sécurité nationale du peuple malien et de celle du Mali, en notre manière, en plus des efforts gigantesques des professionnels en la matière, il s'agit des braves et dignes soldats des forces armées maliennes de l'armée nationale et républicaine, dans la vérité, l'objectivité et la réalité.
Que Dieu le Créateur, le Tout Puissant protège et bénisse le peuple malien et le Mali, les sécurise, amène la paix et la stabilité.
Bamako, le 17 Septembre 2025
Signé : Dr Fatogoma TOGOLA ; Fils de Soldat et Pharmacien.



Bamako Bamada

La CNDH dénonce les atteintes aux droits de l'Homme sur les grands axes routiers
La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) exprime sa vive préoccupation face aux violations des droits humains enregistrées contre les populations civiles et leurs biens sur certains grands axes routiers du pays.
Elle condamne fermement ces exactions qui portent atteinte à la liberté d'aller et venir ainsi qu'au droit de propriété.
Elle rappelle à l'État sa responsabilité première de protéger les citoyens et leurs biens.
Elle invite les autorités à renforcer les mesures de sécurité pour mettre fin à ces pratiques et appelle les populations à plus de collaboration avec les FAMa.
La CNDH réaffirme que la protection des droits humains est une responsabilité partagée et qu'aucun citoyen n'est à l'abri de la violation de ses droits.
#Mali #CNDH #DroitsHumains #Sécurité #FAMa #Bamada
Le lien complet de l'article est disponible dans le 1er commentaire.





Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a reçu en audience, ce mardi 16 septembre 2025, Docteur Karim TOUNKARA, Directeur régional pour l'Afrique de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale.
Les échanges ont porté sur des questions de développement de la coopération entre le Mali et cette Organisation mondiale, y compris les perspectives de la mise en œuvre renforcée des activités concourant à l'amélioration de la santé animale au Mali, un pays possédant l'un des plus grands cheptels en Afrique de l'Ouest.
Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



Arabie Saoudite : L'ambassadeur du Burkina Faso reçcu par le ministre saoudien du Commerce



Le 17 septembre 2025, une audience a et accordée à l'ambassadeur du Burkina Faso en Arabie Saoudite, par le ministre saoudien du Commerce, Dr Majid bin Abdullah Al-Kassabi. Les discussions se sont axées sur le renforcement des relations économiques entre les deux pays, malgré l'absence de littoral du Burkina Faso, considéré par certains comme un potentiel obstacle aux échanges commerciaux.

Les deux responsables ont souligné l'excellence des relations bilatérales et ont convenu de prendre des mesures concrètes pour promouvoir la coopération économique entre le Burkina Faso et l'Arabie Saoudite. Parmi ces mesures figurent l'organisation prochaine d'une réunion entre les ministres du Commerce des deux nations, dans le but de discuter des opportunités d'affaires et de renforcer les partenariats commerciaux.

Un canal de communication permanent sera également mis en place pour le secteur privé, afin de favoriser l'identification de nouvelles opportunités d'affaires et de promouvoir les échanges commerciaux entre les entreprises des deux pays. Cette initiative vise à encourager les investissements et à stimuler la croissance économique des deux nations.

En plus des discussions économiques, le ministre saoudien a exprimé sa volonté d'aider à résoudre les préoccupations de la communauté burkinabè résidant en Arabie Saoudite. Cette initiative témoigne de l'engagement des autorités saoudiennes à renforcer les liens entre les deux pays à plusieurs niveaux, en favorisant également les échanges culturels et sociaux.

Cette rencontre entre l'ambassadeur du Burkina Faso et le ministre saoudien du Commerce marque un pas important vers une coopération économique plus forte et durable entre les deux pays, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités de partenariat et de développement mutuel.

Arouna Sidibé

L'AES renforce sa coopération judiciaire : Les ministres de la Justice reçus par le Président Tiani



Une délégation des ministres de la Justice et des Droits de l'Homme des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) a été reçue en audience par le Président de la République du Niger, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani. Cette rencontre, tenue à l'issue de leurs travaux, marque une nouvelle étape dans la consolidation de la coopération judiciaire entre les trois pays de l'Alliance.

La délégation ministérielle était composée de :

- M. Edasso Rodrigue Bayala, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme du Burkina Faso,
- M. Mamadou Kassogué, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux du Mali,
- M. Alio Daouda, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux du Niger.

Les ministres ont présenté au Chef de l'État nigérien les résultats de leurs échanges ainsi que les prochaines étapes de leur collaboration dans le domaine judiciaire. Ils ont notamment insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes conjoints pour renforcer l'efficacité des systèmes judiciaires, promouvoir la protection des droits de l'homme et assurer une meilleure équité dans l'accès à la justice.

La présence du Dr Soumana Boubacar, Directeur de Cabinet du Président, et de M. Mahamane Lawali Roufai, Secrétaire Général du Gouvernement, a donné un relief particulier à cette audience, traduisant l'importance accordée par les autorités nigériennes à cette initiative.

Cette rencontre illustre la volonté politique des pays de l'AES de bâtir un cadre de coopération solide en matière de justice et de droits de l'homme, dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires et sociaux majeurs. Elle ouvre la voie à une harmonisation progressive des politiques judiciaires et à une synergie accrue entre les trois États membres.

En renforçant leur collaboration, le Burkina Faso, le Mali et le Niger entendent poser les bases d'un système judiciaire plus efficace et mieux adapté aux réalités du Sahel, au service de leurs populations.

Yacouba Ongoiba

Renforcement des capacités : La CANAM forme ses administrateurs





La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a ouvert, ce mercredi 17 septembre, un atelier de formation stratégique de deux jours à l'intention des membres de son Conseil d'Administration. Les travaux se déroulent à la Maison du Partenariat de Bamako.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Houd BABY, Président du Conseil d'Administration, qui a souligné l'importance de cette initiative pour consolider la gouvernance et renforcer l'efficacité de l'institution.

Dans son intervention, M. BABY a rappelé le rôle central de la CANAM dans la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale, à travers la gestion de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et du Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU). Il a insisté sur les responsabilités majeures confiées à l'institution : assurer un financement durable, gérer efficacement les conventions avec les partenaires, garantir la qualité des prestations et développer des outils modernes de gestion et de contrôle.

Le Président du Conseil a également précisé que la mission des administrateurs dépasse la simple validation de documents. Leur rôle est d'orienter, contrôler et accompagner stratégiquement l'action de la Direction Générale, afin de consolider la bonne gouvernance et de renforcer la crédibilité de la CANAM.

Il a exprimé sa gratitude à la Direction Générale de la CANAM,à l'Institut Malien de Développement Social (IMADS) et aux formateurs pour leur engagement et la qualité de leur expertise. Enfin, il a invité les administrateurs à s'impliquer pleinement dans les travaux afin de transformer les échanges en décisions stratégiques pour l'avenir de la couverture maladie au Mali.

À travers cet atelier, la CANAM réaffirme son ambition de bâtir un système de protection sociale solide, inclusif et durable, au service de tous les Maliens, en particulier les plus vulnérables.

SERCOM/CANAM

Mali–USA : La CIA muscle son partenariat antiterroriste avec Bamako



Uelon des informations rapportées par le Washington Post, l'Agence centrale de renseignement (CIA) a renforcé sa coopération avec les autorités maliennes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cette initiative marque une nouvelle étape dans les relations entre le Mali et les États-Unis, avec un accent particulier sur la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel.

En juillet dernier, Bamako a accueilli Rodolphe Atallah, directeur adjoint de l'Unité américaine de lutte contre le terrorisme (USCT). Lors de cette visite, l'officiel américain a présenté une offre de coopération élargie, reposant sur trois axes :

Le partage de renseignements stratégiques entre les services américains et maliens: La fourniture d'équipements militaires de pointe destinés à moderniser les capacités des forces armées maliennes: La formation des soldats maliens par des instructeurs spécialisés américains.

Ces mesures visent à accroître l'efficacité opérationnelle des Forces armées maliennes (FAMa) et à leur conférer un avantage décisif face aux groupes terroristes actifs dans le pays et dans la région.

Toujours selon le Washington Post, la CIA a déjà reçu l'autorisation de transférer davantage de renseignements aux autorités maliennes. Cette intensification de la coopération aurait commencé à produire des résultats concrets sur le terrain, même si les détails opérationnels n'ont pas été rendus publics. Pour les observateurs, ce rapprochement sécuritaire entre Bamako et Washington traduit une volonté commune de contenir l'expansion des groupes armés et de stabiliser le Sahel. Dans un contexte où la lutte contre le terrorisme reste une priorité, cette alliance pourrait jouer un rôle déterminant dans l'équilibre sécuritaire régional.

Yacouba Ongoiba

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Inondations au Mali : la PNRRC dresse un lourd bilan et appelle à renforcer la résilience



La 12 session de la Plateforme Nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes (PNRRC) s'est tenue le 15 septembre 2025, sous la présidence du Médecin-Colonel Kolado Maïga. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation des conséquences des intempéries qui ont récemment frappé le Mali. Les conclusions sont particulièrement préoccupantes, tant sur le plan humain que matériel, et appellent à une mobilisation renforcée des autorités et de l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des risques de catastrophes.

Selon les chiffres rendus publics, les intempéries ont causé la mort de 23 personnes à travers le pays. Par ailleurs, 20 296 personnes ont été directement touchées par ces phénomènes climatiques extrêmes. Les dégâts matériels sont eux aussi considérables : on dénombre 42 cas d'inondations et pas moins de 1 204 maisons effondrées, laissant des milliers de familles sans abri.

En plus des inondations, d'autres incidents liés aux aléas climatiques ont été signalés, notamment des cas de foudre meurtrière et de violents vents ayant endommagé des infrastructures. Ces pertes illustrent la vulnérabilité persistante des populations face aux catastrophes naturelles qui, sous l'effet du changement climatique, s'intensifient d'année en année dans la région du Sahel.

Face à l'ampleur de la situation, les membres de la PNRRC ont consacré une partie de leurs échanges à la définition de mesures immédiates et prioritaires. Trois axes majeurs se dégagent :

1. Renforcer la sensibilisation des populations afin de mieux prévenir les risques. Les campagnes d'information devront cibler en priorité les zones les plus vulnérables et porter sur les comportements à adopter en cas de menace imminente.
2. Améliorer la coordination des secours pour une réponse plus rapide et plus efficace. L'un des défis identifiés reste la lenteur de l'acheminement des aides et la difficulté à atteindre certaines localités enclavées. Une meilleure synergie entre services de l'État, collectivités locales, organisations humanitaires et forces de sécurité est jugée essentielle.
3. Accroître l'assistance aux sinistrés en mobilisant davantage de ressources matérielles, médicales et alimentaires. L'urgence humanitaire reste une priorité pour éviter que la situation ne s'aggrave davantage dans les zones affectées.

Au terme de cette 12 session, la PNRRC a tenu à réaffirmer sa détermination à accompagner les communautés dans la prévention et la gestion des catastrophes. Le Médecin-Colonel Kolado Maïga a rappelé que la résilience des populations ne peut se construire qu'à travers une approche globale combinant prévention, éducation, assistance et infrastructures adaptées.

La session a également mis en lumière la nécessité d'intégrer davantage la problématique des risques de catastrophes dans les politiques publiques nationales. Avec la croissance démographique rapide, l'urbanisation anarchique et la fragilité des infrastructures, les épisodes d'inondations et autres catastrophes naturelles risquent de se multiplier dans les prochaines années si des mesures structurelles ne sont pas prises.

Cette réunion de la PNRRC s'inscrit dans un contexte marqué par une recrudescence des phénomènes climatiques extrêmes au Mali et dans l'ensemble du Sahel. Elle constitue un signal fort : les autorités maliennes, avec l'appui de leurs partenaires, sont conscientes de l'urgence d'agir. Au-delà des réponses d'urgence, la question d'une meilleure préparation des communautés demeure centrale.

L'engagement affiché par la PNRRC traduit une volonté de renforcer la résilience du pays face aux défis climatiques et humanitaires. Mais sa réussite dépendra avant tout de la mise en œuvre rapide et concrète des mesures discutées, ainsi que de la mobilisation de toutes les parties prenantes – gouvernement, collectivités, société civile et partenaires internationaux.

Moctar Sow



CPI : Vers des réparations pour les victimes des crimes d'Al Hassan à Tombouctou



La Haye, 17 septembre 2025 – La Cour pénale internationale (CPI) a franchi une nouvelle étape dans l'affaire Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud, connu sous le nom d'Al Hassan, ancien membre d'Ansar Dine, reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis à Tombouctou entre 2012 et 2013. La Chambre de première instance X a tenu ce mercredi une audience consacrée aux observations finales sur les réparations destinées aux victimes.

Le 26 juin 2024, la Chambre de première instance X avait déclaré Al Hassan coupable de plusieurs crimes, dont la torture, les persécutions sexistes, les mariages forcés et la destruction de monuments historiques dans la ville de Tombouctou. Ces crimes avaient été commis entre le 2 avril 2012 et le 29 janvier 2013, période durant laquelle la cité inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO était tombée sous le contrôle des groupes armés Ansar Dine et Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Le 20 novembre 2024, la CPI avait condamné Al Hassan à dix ans de prison. La peine, ainsi que le verdict, sont désormais définitifs, ouvrant la voie à l'étape cruciale des réparations.

L'audience de ce 17 septembre a donné l'occasion aux parties prenantes – le Bureau du Procureur, la Défense, les représentants légaux des victimes et le Fonds au profit des victimes – de présenter leurs positions sur les réparations. Les juges ont souligné l'importance de ce moment pour permettre aux vic-

times de faire entendre leur voix à travers leurs représentants.

Selon la Chambre, cette étape est déterminante car elle doit prendre en compte les spécificités du préjudice subi par les habitants de Tombouctou : pertes humaines, traumatismes psychologiques, atteintes à la dignité des femmes, destructions d'infrastructures culturelles et religieuses, et déplacements forcés.

Composée des juges Kimberly Prost (présidente), María del Socorro Flores Liera et Kee-bong Paek, la Chambre de première instance X va à présent délibérer sur les observations écrites et orales reçues. Elle devra déterminer:

- Le nombre de victimes éligibles à des réparations.
- La nature et l'ampleur du préjudice subi.
- Les mesures les plus appropriées pour remédier à ces préjudices.

Ces mesures pourraient prendre la forme de réparations individuelles (indemnisation directe) ou collectives, incluant la réhabilitation psychologique, la reconstruction d'infrastructures détruites, ou encore des mesures symboliques destinées à restaurer la mémoire et la dignité des victimes.

L'affaire Al Hassan s'inscrit dans la continuité du procès de Ahmad Al Faqi Al Mahdi, condamné en 2016 par la CPI pour la destruction des mausolées de Tombouctou. Mais elle va plus loin, car elle englobe des crimes de guerre et crimes contre l'humanité touchant directement les populations civiles, en particulier les femmes.Perspectives sur les réparations pour les victimes maliennes du terrorisme

Pour de nombreux observateurs, la décision imminente concernant les réparations pourrait marquer un tournant majeur dans la reconnaissance des souffrances endurées par les communautés maliennes victimes du terrorisme, tout en renforçant le rôle de la CPI en tant qu'instance de référence dans la lutte contre l'impunité des crimes les plus graves.

La CPI rendra son jugement sur les réparations en temps voulu, une fois les délibérations terminées. Cette décision définira les modalités concrètes d'indemnisation et de réhabilitation.

En attendant, les victimes de Tombouctou, par le biais de leurs représentants, ont réitéré leur demande de justice réparatrice. Au-delà de la condamnation d'Al Hassan, elles nourrissent l'espoir que cette décision leur permettra de retrouver une part de dignité et de reconstruire leurs vies, marquées par une décennie de traumatismes.

Bokoum Abdoul Momini



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

76 ans de la République populaire de Chine : L'occasion de réaffirmer l'amitié avec le Mali



A l'occasion du 76ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, M. Liu Kaiyuan, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Chine au Mali, a tenu une réception solennelle à l'Hôtel Azalaï. Dans son allocution, il a souligné les remarquables progrès économiques et sociaux de la Chine, réaffirmé l'importance du multilatéralisme et de la coopération internationale, et mis en lumière les 65 ans d'amitié et de partenariats fructueux entre la Chine et le Mali. L'événement a également été l'occasion de rappeler le rôle de la Chine dans la lutte contre la pauvreté mondiale, son engagement pour un développement durable et les projets structurants menés au Mali en faveur du bien-être de la population.

À lire en ecadré le discours du chargé d'affaires de l'Ambassade de Chine au Mali

Discours de M. LIU Kaiyuan, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Chine à la réception de la célébration du 76ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Le 15 septembre 2025 à l'Hôtel Azalaï



Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale,

其他部长、粮食安全署长，共和国调解员，CNT成员）

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de missions diplomatiques, consulaires et des Organisations internationales,

Chers compatriotes,

Distingués invités en vos rangs, grades et qualités respectifs, tout protocole observé,

亲爱的同胞们，晚上好！ Bonsoir ! Aw ni oula!

Tout à bord, au nom de l'Ambassade de Chine, je vous exprime la chaleureuse bienvenue et mes sincères remerciements pour votre participation massive. Mes remerciements vont particulièrement à S.E.M. le Ministre DIOP, Représentant du gouvernement malien, et aux autres personnalités ici présentes. Votre présence témoigne de la volonté du gouvernement malien pour renforcer davantage nos relations bilatérales.

Avant de continuer mon allocution, permettez-moi de dire quelques mots en Chinois à mes compatriotes.

亲爱的同胞们，我们即将迎来祖国76周年华诞，我谨代表中国驻马里使馆，向各位表示热烈的欢迎和诚挚的问候！让我们共同祝愿伟大的祖国繁荣昌盛、国泰民安！

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

L'année 2025 marque le 76ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Sous la ferme direction du Parti communiste chinois, le peuple chinois a réalisé un développement rapide et stable. La Chine est passée d'un pays agricole arriéré à la deuxième plus grande économie du monde. Près de 100 millions des populations rurales sont sorties de la pauvreté absolue. C'est ainsi que la Chine a contribué pour plus de 70 % à la réduction de la pauvreté mondiale. Comme les amis maliens disent, la Chine a réussi sa transformation de zéro à héros.

Malgré de multiples défis, l'économie chinoise maintient une croissance de 5,3% au cours du premier semestre 2025. S'efforçant de promouvoir conjointement la double circulation économique nationale et internationale, la Chine reste le principal moteur de croissance du monde. L'initiative de « la Ceinture et la Route » a créé d'importantes opportunités pour les autres pays, en particulier ceux du Sud Global.

La Chine s'engage sur une voie de développement innovante et écologique. Le kilométrage du train à grande vitesse chinois et la production chinoise de véhicules à énergie nouvelle se classent au premier rang mondial. Au cours des cinq dernières années, les exportations chinoises d'énergie éolienne et de produits photovoltaïques ont réduit 4,1 milliards de tonnes d'émissions de carbone, contribuant de manière remarquable aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique.

La direction du Parti communiste chinois est la caractéristique la plus essentielle du socialisme à la chinoise. En appliquant pleinement les huit règlements du Comité central, le Parti améliore durablement sa capacté de gouvernance. Grâce à son esprit d'auto-révolution, le Parti communiste chinois joue toujours un rôle de leader et de sauvegarde pour la modernisation chinoise.

Au futur, la Chine poursuivra sans relâche sa voie de développement pacifique, élargira sans discontinu son ouverture de haut niveau et partagera les opportunités de son développement avec le monde entier.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Le 3 septembre dernier, nous avons solennellement commémoré le 80ème anniversaire de la victoire de la Guerre de Résistance du Peuple Chinois contre l'agression japonaise et de la Guerre mondiale antifasciste. Se souvenir de l'histoire ne signifie pas perpétuer la haine, mais éliminer les causes profondes de la guerre,



empêcher les répétitions des tragédies et créer un meilleur avenir.

La Guerre de Résistance du Peuple Chinois contre l'agression japonaise fait partie cruciale de la Guerre mondiale antifasciste. Après 14 ans de lutte vaillante et avec plus de 35 millions de pertes de vie, le peuple chinois a donné une contribution historique à la victoire de la Guerre mondiale antifasciste.

La restitution de Taiwan à la Chine est un résultat victorieux de la Guerre mondiale antifasciste et fait partie intégrante de l'ordre international d'après-guerre. La Déclaration du Caire et la Proclamation de Potsdam ont explicitement affirmé la souveraineté de la Chine sur Taiwan. En 1971, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 2758, réaffirmant la souveraineté de la Chine sur Taiwan. Toute tentative de nier le principe d'une seule Chine et de déformer la résolution 2758 de l'ONU constitue un défi à l'ordre international et est vouée à l'échec.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Aujourd'hui, l'ONU et le multilatéralisme sont confrontés à des défis énormes. Les institutions internationales existantes connaissent des défaillances, tout comme la sérieuse sous-représentation du Sud global, l'érosion de leur autorité, la montée en puissance de l'unilatéralisme, du protectionnisme et de l'hégémonisme, etc.

Dans ce contexte, le Président chinois Xi Jinping a préconisél'Initiative pour la gouvernance mondiale. Cette Initiative est un nouveau bien public mondial, faisant suite des Initiatives pour le développement, la sécurité et la civilisation mondiaux. Les concepts clés de l'initiative pour la gouvernance mondiale sont de poursuivre l'égalité souveraine, l'état de droit international, le multilatéralisme, la primauté du peuple, et les actions concrètes. Ces principes s'inscrivent dans la ligne droite des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Elle vise à renforcer la capacité d'action et l'efficacité du système et des institutions internationaux pour qu'ils puissent mieux servir les intérêts de tous les pays, notamment des pays en développement.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

L'année 2025 marque le 65ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Mali. Noués par une amitié fraternelle, la Chine et le Mali sont toujours partenaires sincères. Sur le plan politique, les deux pays se sont soutenus mutuellement autour des questions d'intérêt majeur, notamment en ce qui concerne la souveraineté, l'intégrité territoriale. La Partie chinoise apprécie hautement le soutien constant du gouvernement malien aux efforts chinois de sauvegarder sa souveraineté, réitérant son adhésion au principe d'une seule Chine. Sur le plan économique, les coopérations substantielles et pragmatiques ont porté des fruits abondants. Les projets phares comme le troisième Pont de Bamako, le CICB, l'Hôpital du Mali, la Centrale hydraulique de Gouina, la Cité universitaire de Kabala, l'électrification des villages par l'énergie solaire, le Sukala et N-Sukala, sans oublier les médecins chinois, ont apporté d'importantes contributions au développement économique et social du Mali et au bien-être de la population.

Aujourd'hui, la Chine et le Mali travaillent main dans la mainsur la mise en œuvre de la rencontre historique entre les deux chefs d'État. Afin de soulager la souffrance de la population malienne, le gouvernement chinois a décidé de continuer à fournir des donalimentaire d'urgence au peuple malien. Le projet du Mali Numérique est sur le point de s'achever. Les autres projets structurants comme la Centrale solaire de Safo, la ceinture solaire africaine et la construction d'un centre de pied diabétique progressent aussi rapidement. Cette année, la Chine offre presque 300 places aux fonctionnaires et talents maliens pour les formationset les échanges en Chine dans de divers domaines. La Partie chinoise soutient pleinement les efforts des autorités maliennes pour sauvegarder la souveraineté nationale et rétablir la sécurité du pays.

Pour célébrer le 65ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, l'Ambassade de Chine organisera, avec le Ministère de la culture malien, la première édition du festival des films sino-maliens.

L'année 2025 est l'année ouvrante de la mise en œuvre des résultats du Sommet de Beijing du FOCAC. Lors de la réunion ministérielle sur la mise en œuvre des mesures de suivi du FOCAC tenue en juin 2025, le président Xi Jinping a annoncé que la Chine appliquera le traitement de tarif douanier zéro couvrant 100% de produits en provenance de tous les 53 pays africains, ayant des relations diplomatiques avec la Chine. Cette décision historique donne un nouvel élan dynamique aux échanges sino-africains.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Aujourd'hui, la Chine et le Mali se trouvent tous à une étape cruciale de la modernisation. La Chine est disposée à œuvrer avec le Mali pour préserver l'amitié traditionnelle, renforcer la confiance et le soutien mutuels, approfondir la coopération gagant-gagnat, et créer davantage de bénéfice aux populations. La Chine se réjouit également de collaborer avec tous les pays du monde pour préserver conjointement l'équité et la justice internationales, ainsi que la paix , la stabilité et la prospérité mondiales.

Vive la République populaire de Chine!

Vive la République du Mali!

Vive l'amitié sino-malienne et sino-africaine!

Vive la paix!

Je vous remercie!

La redaction

APPEL-Mali : « Un simple clic peut fragiliser la stabilité du pays »



L'Association des Professionnels de la Presse en Ligne du Mali (APPEL-Mali) a lancé un avertissement solennel face à l'expansion inquiétante de la désinformation sur les réseaux sociaux. Dans un communiqué rendu public ce mardi, l'organisation a dénoncé la prolifération des fausses informations qui menacent non seulement la sécurité nationale, mais également la cohésion sociale et le vivre-ensemble des Maliens.

Depuis plusieurs mois, les plateformes numériques sont devenues un terrain fertile pour la diffusion de rumeurs, de contenus sortis de leur contexte et de fausses nouvelles. Selon APPEL-Mali, ces pratiques, souvent motivées par la recherche effrénée du « buzz » ou par des considérations purement financières, plongent la société dans un climat de méfiance et de panique.

« La désinformation fragilise les efforts de défense de notre pays et sape les bases de la stabilité sociale », indique l'association dans son communiqué. Elle ajoute que la circulation massive de contenus erronés, relayés par des internautes non-professionnels, crée des divisions et nourrit des tensions qui peuvent avoir des conséquences dramatiques pour la paix.

Tout en condamnant ces pratiques irresponsables, APPEL-Mali interpelle ses membres et, plus largement, l'ensemble des acteurs médiatiques. L'association rappelle que le respect de la Charte de la Presse en Ligne doit rester la boussole de tout journaliste ou éditeur de contenu numérique.

Les professionnels sont ainsi invités à :

Vérifier scrupuleusement les informations avant toute publication: Éviter la course à la vitesse qui sacrifie souvent la qualité au profit du sensationnalisme: Privilégier une communication constructive, susceptible de renforcer la cohésion sociale et de soutenir les efforts de paix.



L'association insiste sur l'importance de replacer la déontologie journalistique au cœur des pratiques médiatiques, dans un contexte où l'espace numérique devient l'une des principales sources d'information des citoyens.

Cependant, APPEL-Mali va au-delà du cercle professionnel et en appelle à la responsabilité de chaque citoyen. Le partage inconsidéré de rumeurs ou d'informations non vérifiées alimente la spirale de la désinformation. « Chacun doit comprendre qu'un simple clic peut avoir des conséquences graves », prévient l'organisation.

Ainsi, l'association exhorte les internautes à faire preuve de discernement avant de partager du contenu, à croiser les sources et à se tourner vers les médias professionnels pour s'informer.

À travers ce communiqué, APPEL-Mali met en lumière un enjeu crucial : l'information est une arme à double tranchant. Bien utilisée, elle éclaire et renforce la démocratie. Mais manipulée ou falsifiée, elle devient un facteur de division et d'instabilité.

L'appel lancé par l'association résonne comme une urgence nationale : il est temps de stopper la propagation incontrôlée des fausses nouvelles. C'est une condition indispensable pour préserver l'unité du Mali, protéger les citoyens et soutenir les efforts collectifs de consolidation de la paix.

« Informer, ce n'est pas seulement publier. C'est d'abord vérifier, contextualiser et contribuer à bâtir un vivre-ensemble solide », conclut APPEL-Mali, qui réaffirme son engagement à lutter contre la désinformation aux côtés des autorités et des citoyens.

Moctar Sow



Crise dans l'éducation : Préavis de grève de 72 heures après le licenciement d'enseignants des écoles catholiques



Le climat social dans le secteur de l'éducation malienne est de nouveau tendu. À la suite du licenciement d'enseignants travaillant dans les établissements scolaires catholiques, plusieurs organisations syndicales ont décidé de hausser le ton. Elles ont adressé un préavis de grève de 72 heures, couvrant la période du 8 au 10 octobre 2025 inclus, au ministre de l'Éducation nationale.

La démarche est portée par les fédérations et syndicats affiliés à la Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali (CSTM). Parmi eux figurent le SYNEM, le SYLDEF, le SEEPC, le SYNTEC, le SYN-PDL, la FENAREC (sections fondamentale et secondaire), le SYNA, la COP-AEM ainsi que le SYNTES. L'ampleur de cette coalition témoigne de la gravité de la crise et de la détermination des enseignants à faire entendre leur voix.

Dans leur correspondance adressée au ministre de l'Éducation nationale, ces organisations rappellent avoir à plusieurs reprises saisi les autorités compétentes à travers des courriers et des demandes d'audience, sans obtenir de réponses satisfaisantes. Pour elles, ce silence traduit un manque de considération vis-à-vis de leurs revendications et de la situation critique vécue par les enseignants concernés.

Le licenciement au cœur des tensions

Le point de départ de cette nouvelle crise est le licenciement d'enseignants exerçant dans les établissements scolaires catholiques. Si les détails précis sur le nombre de personnes concernées n'ont pas été communiqués, les

syndicats dénoncent une décision jugée injuste et lourde de conséquences pour les travailleurs et leurs familles.

Ils estiment que ces licenciements menacent non seulement la stabilité professionnelle des enseignants, mais fragilisent également la qualité du système éducatif dans son ensemble. Car au-delà du cas particulier des établissements catholiques, c'est la précarité de la profession enseignante et la gestion du dialogue social dans l'éducation qui sont de nouveau mises en cause.

En brandissant la menace d'un arrêt de travail du 8 au 10 octobre, les syndicats veulent contraindre le gouvernement à prendre la mesure de la situation. Le préavis est perçu comme un avertissement avant d'éventuelles actions plus dures.

Une grève nationale dans l'éducation, même de courte durée, aurait un impact immédiat sur des milliers d'élèves, déjà affectés par les perturbations récurrentes que connaît le secteur ces dernières années. Les syndicats insistent toutefois sur le fait que leur objectif n'est pas de pénaliser les élèves, mais de défendre les droits fondamentaux des enseignants et d'obtenir des solutions durables.

Cette nouvelle crispation survient dans un contexte difficile pour l'école malienne. Le pays fait face à des défis multiples : insuffisance d'infrastructures, manque d'enseignants qualifiés, conditions de travail précaires et tensions sociales récurrentes. Les grèves répétées de ces dernières années ont souvent perturbé les calendriers scolaires, compromettant la continuité pédagogique et accentuant la fracture éducative entre zones urbaines et rurales.

Pour de nombreux observateurs, la gestion de ce conflit sera un test majeur pour le ministère de l'Éducation nationale, sommé de trouver un compromis rapide afin d'éviter une nouvelle paralysie du système.

Les syndicats, tout en maintenant leur préavis de grève, réaffirment leur disponibilité à engager un dialogue constructifavec les autorités. Ils réclament notamment une révision de la décision de licenciement, mais aussi une meilleure prise en compte de la situation professionnelle et sociale des enseignants au Mali.

À moins d'un mois de la date annoncée pour la grève, les regards se tournent désormais vers le gouvernement. Sa capacité à ouvrir le dialogue et à proposer des mesures concrètes sera déterminante pour éviter une nouvelle crise scolaire, dont les premiers à pâtir seraient encore une fois les élèves et leurs familles.

Moctar Sow



Moderniser l'administration au Mali : Six solutions digitales présentées au Premier ministre



La transformation numérique de l'administration publique franchit une étape majeure au Mali. Ce mardi 16 septembre, lors d'une séance de travail avec le gouvernement, trois départements ministériels ont exposé six solutions digitales innovantes visant à améliorer la gestion publique, sécuriser les recettes et faciliter les services aux citoyens.

Le ministère des Transports et des Infrastructures a ouvert la présentation avec pas moins de quatre solutions numériques. La première, baptisée Sigui-Dolo, constitue une plateforme de la Direction générale des Transports dédiée à la sécurisation des titres de transport. Elle offre une traçabilité accrue et centralise les données pour produire des permis biométriques et des cartes grises équipées d'une troisième plaque. Le système intègre également des services en ligne et une interconnexion avec TrésorPay et SYDONIA, le système douanier.

Autre innovation, la digitalisation des postes de péage routier gérés par le Fonds d'Entretien Routier (FER). Sur les 33 postes du pays, 10 sont déjà modernisés. L'impact est tangible : les recettes du poste de Massala sont passées de 30 à 65 millions de francs CFA depuis l'introduction du dispositif.

Le secteur a également lancé la digitalisation des redevances de l'ANASER, avec un système de ticketing modernisé, un Ticketing Management System et une application mobile de paiement en cours de déploiement. Enfin, la gestion des parkings de l'aéroport international Président Modibo Keïta a été digitalisée, per-

mettant une meilleure fluidité du trafic, une sécurisation des ressources financières et des paiements simplifiés via mobile money et autres moyens électroniques.

Le ministère de la Santé et du Développement social a présenté OpenClinic, un système intégré de gestion des informations hospitalières. Déjà utilisé dans plusieurs hôpitaux et centres de référence, cet outil centralise la création et la consultation des dossiers patients, tout en couvrant les aspects cliniques, pharmaceutiques, financiers, de laboratoire et statistiques.

Son interconnexion prochaine avec le NINA (Numéro d'Identification Nationale) et l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire) devrait considérablement renforcer la continuité des soins et l'efficacité du système de santé.

De son côté, le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a mis en avant le Système intégré de gestion de l'information préfectorale (SIGIP). Cet outil assure l'intégrité et la confidentialité des données tout en améliorant la gestion des associations grâce à une base de données nationale constamment mise à jour.

Le SIGIP facilite également la gestion des ressources humaines, notamment le suivi de la présence, des activités et de la performance des représentants de l'État. Ses fonctionnalités incluent des espaces collaboratifs, une messagerie, un forum d'échanges et la gestion des Bulletins de Renseignement Quotidien (BRQ). Il donne en outre accès à la cartographie complète des circonscriptions administratives.

Au-delà des avancées techniques, une dimension importante a été soulignée : toutes ces solutions ont été développées au Mali. Ce choix traduit la volonté du gouvernement de valoriser les compétences nationales et de préserver la souveraineté numérique du pays face aux enjeux stratégiques liés aux données.

Ces six solutions digitales marquent une étape clé dans le processus de modernisation de l'administration malienne. Elles visent non seulement à renforcer la transparence et la performance de l'État, mais aussi à offrir aux citoyens des services plus accessibles et fiables.

La présentation au Premier ministre illustre la volonté du gouvernement de faire du numérique un levier majeur de gouvernance et de développement, dans un contexte où la digitalisation apparaît comme un passage incontournable pour répondre aux besoins croissants de la population.

Moctar Sow



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Hausse du prix de la viande : L'insécurité au centre en ligne de mire



Depuis plusieurs semaines, les Maliens constatent une flambée vertigineuse du prix de la viande sur les marchés.

Selon les bouchers interrogés, cette hausse est principalement liée à l'insécurité croissante dans le centre du pays, bien que d'autres facteurs soient également évoqués.

Longtemps considérée comme un aliment essentiel, la viande devient de plus en plus inaccessible pour de nombreux ménages. La hausse concerne aussi bien le bœuf que le mouton. Actuellement, le kilo de viande sans os atteint les 4 000 F CFA, tandis que celui avec os varie entre 3 200 et 3 400 F CFA selon les endroits.

Plusieurs facteurs expliquent cette augmentation. Notamment le coût élevé des animaux et de l'aliment bétail, l'insécurité qui entrave la transhumance et limite l'approvisionnement et une politique d'élevage peu efficace, avec une partie du cheptel malien localisée dans des pays voisins.

Adja, femme au foyer, partage ses difficultés face à cette situation. "La flambée des prix de la viande affecte directement les ménages. Nous devons ajouter notre argent de poche pour compléter celui des condiments, mais cela ne suffit toujours pas", se lamente-elle.

Sibiri Sangaré, boucher depuis 1998 au marché de Niamakôro Chébougouni, confirme les raisons de cette flambée. "L'insécurité au nord et au centre empêche les éleveurs de transporter leurs bœufs en toute sécurité. Avant, ils pouvaient livrer des camions entiers, mais aujourd'hui, ils sont pris pour cible par les djihadistes. Or, 90 % des bœufs viennent du nord", précise-t-il. Il souligne également une incohérence.

"En Guinée et la Côte d'Ivoire, pays importateurs de bétail, la viande est moins chère qu'au Mali, pourtant producteur", souligne-t-il. M. Sangaré appelle les autorités à agir urgemment pour soulager les ménages.

"Le gouvernement doit revoir le prix de l'aliment bétail, qui coûte très cher. Avant 2025, malgré les difficultés, le kilo de viande ne dépassait jamais 3 200 F. Les chefs contrôlaient les auberges et réduisaient les taxes pour soutenir les éleveurs", propose-t-il.

Il faut noter que la hausse des prix ne touche pas uniquement la capitale. Les régions du nord et du centre, comme Gao et Douentza, sont également concernées, avec une augmentation notable en quelques mois.

Assitan Koné (Stagiaire)
Source : Mali Tribune

L'événement culturel « Échos de la Paix » s'est tenu à Mexico pour appeler à la préservation de la paix mondiale



Un événement d'échanges culturels intitulé « Échos de la Paix » s'est tenu samedi à Mexico, mettant en lumière la nécessité de se souvenir des grands sacrifices consentis pendant la Guerre mondiale antifasciste, tout en appelant à des efforts mondiaux pour préserver la paix.

Co-organisé par l'ambassade de Chine au Mexique et China Media Group (CMG), l'événement a réuni plus de 150 invités des milieux politiques, médiatiques, culturels et des think tanks mexicains. Le président de CMG, Shen Haixiong, a rappelé dans un message vidéo que cette année marquait le 80e anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise et de la Guerre mondiale antifasciste. Il y a quatre-vingts ans, la Chine et les forces de la justice dans le monde ont combattu côte à côte pour vaincre le fascisme. Il s'est dit honoré de la présence d'amis internationaux à cette commémoration pour se souvenir de ces années de lutte commune.

Il a ajouté que CMG était prêt à approfondir la coopération avec des partenaires mondiaux, en intégrant « idées, art et technologie » pour construire une plateforme médiatique de reportages, d'échange d'informations et de partage de ressources. L'objectif est d'amplifier la voix de la Chine contre l'hégémonie, pour l'équité et la justice, tout en favorisant l'unité afin de relever les défis et de coopérer pour un développement commun.

Lors de l'événement, plusieurs invités ont engagé des discussions approfondies sur divers sujets, notamment l'importance de commémorer le 80e anniversaire de la victoire de la Guerre mondiale antifasciste, la contribution des pays du Sud global à la construction d'un nouvel ordre international, les échanges entre les jeunes mexicains et chinois, et la construction d'une communauté d'avenir partagé entre la Chine et les pays d'Amérique latine.

Source : CGTN

Cotonou : Une cinquantaine de journalistes de l'UEMOA en formation sur les enjeux économiques et la gouvernance



Depuis ce lundi 15 septembre 2025, une cinquantaine de journalistes venus des huit États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) prennent part à une session de formation organisée à Cotonou. Axée sur les politiques, la gouvernance, les indicateurs économiques et les grands chantiers de l'Union, cette rencontre illustre l'engagement de l'UEMOA à renforcer les capacités des professionnels de la presse pour une meilleure vulgarisation des enjeux de l'intégration régionale.

L'ouverture officielle des travaux a été présidée par Yawovi Batchassi, représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Bénin. Dans son intervention, il a salué l'intérêt constant des journalistes pour les actions de l'Union, rappelant que leur rôle est crucial pour informer et sensibiliser les populations sur l'importance de l'intégration économique et monétaire.

Au nom du président de la Commission, Abdoulaye Diop, il a souhaité la bienvenue aux participants et a réaffirmé l'ambition de l'UEMOA de devenir, à travers sa Vision prospective 2040, « un espace économique et monétaire durablement intégré, paisible et prospère, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

De son côté, Léonard Dossou, président de la Plateforme des Médias de l'UEMOA, a insisté sur la nécessité d'adapter les formations des journalistes aux réalités économiques et technologiques actuelles. Il a plaidé pour l'intégration dans les programmes de formation



continue de modules tels que la macroéconomie, l'analyse budgétaire, le fact-checking, le data journalisme et l'intelligence artificielle.

Selon lui, ces outils modernes permettront aux journalistes de mieux analyser et expliquer les réformes en cours, rendant ainsi plus accessibles les grands chantiers de l'Union. Il a également lancé un appel pour la réalisation d'une étude régionale sur la presse économique afin de cartographier les acteurs, identifier leurs besoins et renforcer la synergie entre eux.

La formation de Cotonou s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique 2025-2030 de la Commission de l'UEMOA, baptisé « IMPACT 2030 ». Ce plan ambitionne de faire de la Commission, à l'horizon 2030, une institution agile et locomotive de l'approfondissement de l'intégration et de la transformation structurelle des économies de l'Union.

L'accent est mis sur le développement de chaînes de valeur régionales intégrées, capables de générer une forte valeur ajoutée, notamment dans les secteurs où l'UEMOA dispose d'avantages comparatifs.

Depuis 2021, la Commission de l'UEMOA entretient un partenariat actif avec la Plateforme des Médias de l'Union. Chaque année, des sessions de sensibilisation et de renforcement de capacités sont organisées. Après la rencontre de Saly, au Sénégal, en 2023, consacrée à la conjoncture économique, c'est au tour de Cotonou d'accueillir cette initiative qui traduit la volonté commune d'améliorer la qualité du traitement médiatique des questions économiques.

La session de Cotonou représente une opportunité unique pour les journalistes d'élargir leurs compétences et de mieux appréhender les dynamiques régionales. En renforçant leurs capacités, l'UEMOA espère voir émerger une presse économique plus professionnelle, capable de contribuer activement à la compréhension, par les citoyens, des enjeux liés à l'intégration et à la prospérité commune.

Moctar Sow

Tirage au sort de l'UFOA-A : L'équipe U17 du Mali dans un groupe difficile pour la qualification à la CAN U17

Le tirage au sort du tournoi de l'UFOA-A, étape qualificative pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) U17, s'est déroulé lundi 15 septembre 2025, à Bamako. L'équipe U17 du Mali a été placée dans un groupe A relevé, comprenant des adversaires redoutables tels que le Libéria, la Gambie et la Guinée Bissau. Un véritable défi attend les jeunes Maliens, qui devront faire preuve de détermination et de talent pour se qualifier pour la phase finale.

Dans le groupe B, la compétition s'annonce tout aussi intense, avec des équipes comme le Sénégal, la Sierra Leone, la Mauritanie et la Guinée Conakry qui se disputeront ardemment les précieuses places qualificatives. La compétition se tiendra du 3 au 18 octobre 2025 à Bamako et Koulikoro, avec les matchs disputés dans trois stades différents : le Stade Mamadou Konaté, le Stade Ouezzin Coulibaly à Bamako et le Stade Mamadou Diarra H. à Koulikoro. L'équipe du Mali, soutenue par son public, nourrit de grands espoirs de se qualifier pour la prochaine CAN U17 et compte bien sur ses jeunes talents pour briller lors de ce tournoi. Ce tirage au sort promet des rencontres passionnantes et une compétition de haut niveau, offrant aux jeunes joueurs l'opportunité de démontrer leur potentiel et de faire honneur à leur pays. Les supporters maliens sont impatients de voir leur équipe favorite se surpasser et atteindre les sommets de la compétition continentale.

Fatou Sissoko



www.malikile.com

HOROSCOPE



Bélier (21 mars - 19 avril)

Des idées novatrices vous ravissent, aujourd'hui. Cela vous rend distrait, concentrez-vous. Méfiez-vous de votre propre brusquerie involontaire, mesurez vos mouvements, dosez vos efforts dans le calme.
Un tonus incroyable s'empare de vous. Vous débordez de vitalité, vous êtes prêt à abattre des montagnes. La balle est dans votre camp, vous ne laisserez personne prendre votre place. Vous êtes plus déterminé que jamais. Votre moral est bon.



Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous êtes résolu à vous réconcilier avec la terre entière. Vous vous épanouirez en agréable compagnie. Prenez des précautions avant de foncer dans des activités physiques, vous auriez tôt fait de vous faire mal.
Le climat est idéal pour vous découvrir de nouveaux talents ou développer votre potentiel. Les talents artistiques vont se nicher dans les activités les plus variées et, souvent, il y a peu de différence entre un grand savant et un grand artiste, pensez-y !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous allez parvenir à affronter des difficultés efficacement. Vos résolutions intérieures vous font avancer avec fermeté, aujourd'hui. C'est en dormant davantage que vous allez retrouver plus de sérénité.
Vous aurez aujourd'hui une énergie folle, c'est le moment de mettre la gomme et de l'audace dans vos projets. En effet, le moment est venu de prendre les commandes des opérations, de démontrer ce que vous savez faire et de lancer de nouvelles idées.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous allez avoir des soutiens qui prendront toute leur importance d'ici peu. Les contacts vous sont favorisés. Ne vous trompez pas de direction, vous avez besoin de davantage de mouvements et non pas de rester statique.
C'est dans un tourbillon d'activités que vous allez évoluer. Gardez une vision globale avant de vous prononcer auprès de certains contacts professionnels. Votre rigueur aura des retombées positives.



Lion (22 juillet - 23 août)

Des divertissements agréables sont au rendez-vous. Si des amis vous sortent de vos habitudes, laissez-vous faire ! Vous voici d'attaque pour vous consacrer à des activités récréatives. La forme est présente et votre moral est au top. Profitez-en ! Vous ne pourrez compter que sur vous pour tenir la cadence que vous vous imposez. Allez y en douceur ! En effet, rien ne sert de vous disperser. C'est en canalisant votre énergie dans la bonne direction que vous atteindrez plus rapidement vos objectifs.



Vierge (23 août 23 septmbre)

Votre entourage sera surpris par la détermination dont vous faites preuve pour arriver à vos buts. Vous avez besoin d'assouplissements sur le plan moral comme sur le plan physique, de vous immerger dans un loisir lié à l'Art pour vous ressourcer. Des soucis ajoutés les uns aux autres, vous font perdre le nord... Vous voulez rester sur votre objectif mais les remous doivent vous motiver si vous avez raison, vous remettre en cause si vous avez tort. C'est le moment d'examiner tout ça de plus près.



Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Actif, vous l'êtes plus que d'habitude... Mais votre sens des priorités fait défaut, ne vous éparpillez pas trop. Vous concentrerez vos énergies sur ce qui est vous est le plus essentiel. Pensez à vous détendre aussi !
Vous êtes dynamique et vos actions gagnent en élan et force, c'est le moment de lancer un projet, d'entreprendre des changements dans votre quotidien, d'attraper au vol toutes les occasions qui se présentent pour évoluer.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous serez tout à fait inattendu aux yeux des autres et tout à fait insaisissable ! Il y a trop d'agitation autour de vous, vous ne ménagez pas assez votre système nerveux, le stress n'est jamais bon, méfiez-vous !
Vous avez du mal à rester serein et mesuré dans vos échanges... Restez diplomate et tendre avec vos proches et ne prenez pas de décision tranchée. Dans un jour ou deux, vous aurez retrouvé tout votre équilibre et vos choix seront plus nuancés.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous sentez aujourd'hui que l'union fait la force et vous avez le sens des associations avantageuses. Pactisez. Vous auriez besoin de faire un sport d'endurance pour trouver un meilleur équilibre, dépensez-vous en progression.
Vous vous portez plutôt bien et vous baignez, sur le plan de la santé et de l'équilibre, dans une bienveillante neutralité. Vous devriez jouir d'une belle énergie et d'un tonus enviable, alors mettez vos atouts en lumière, c'est le moment.



Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous devez prendre des décisions pour consolider votre avenir à long terme. Vous recevez des communications importantes, des informations gratifiantes et vous pourriez même commencer une nouvelle relation romantique, pleine de bonnes surprises affectives et de doux moments partagés.
Vous aurez plus de facilités à donner votre attention et votre écoute à vos interlocuteurs. Cela va faciliter vos échanges et vous permettre d'évoluer dans un climat chaleureux et harmonieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous ressentez davantage de liberté en vous-même, c'est le moment de vous pencher sur vos projets collectifs. Les excès de table risquent de saper votre énergie. Il est temps d'entamer un régime, éliminez les sucreries.
Si des désaccords relationnels sont encore d'actualité, vous allez pouvoir miser sur la perspicacité pour déceler ce qui cloche dans vos fréquentations ou votre manière de communiquer. En effet, les influx actuels vous incitent à éclaircir ce qui doit être et à resserrer les liens.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous considérez votre situation sous un angle nouveau, voilà qui est vraiment dans votre intérêt, persévérez. Ne comptez que sur vous-même pour éviter les excès. Il faudra savoir résister à la tentation !
Vous aurez le temps et l'énergie de vous pencher sur votre vie amicale et d'y faire un ménage bénéfique. De plus, vous axez votre action sur la qualité et la continuité. Votre persévérance portera immanquablement ses fruits aujourd'hui.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com